

Les propos peu amènes de Mme Loiseau à l'égard de ses concurrents comme de ses partenaires, y compris au sein de son groupe européen bruxellois, l'ont écarté d'une présidence des « libéraux » qui, pourtant, lui semblait promise au regard du nombre de députés français dans cette formation parlementaire qui se veut « centriste, libérale et européenne ». Il serait néanmoins vain d'épiloguer sur cette dame qui ne donne guère une bonne image de l'état d'esprit européiste, ni de son propre camp dit « modéré », qualificatif qu'il faudrait, sans doute, nuancer un peu : « L'extrême-centre » n'est-elle pas une étiquette crédible pour saisir la nature de l'idéologie portée par les macronistes qui, lorsqu'elle est contestée, répond par le mépris et la morgue mais aussi par la répression parfois la moins honorable, et dont le sinistre M. Castaner est l'indigne représentant auprès du président ? Mme Loiseau, pourtant ancienne ministre des affaires européennes (ce qui, a posteriori, laisse songeur...), n'a guère brillé en son temps à cette fonction, mais elle s'en prend, devant des correspondants de presse européens, aux journalistes (et, en filigrane, aux électeurs eux-mêmes) français qui ont suivi et couvert les dernières élections européennes en des termes très révélateurs de sa pensée profonde, faite d'une suffisance qui a visiblement mal supporté l'opposition et le simple débat : **« Que cela fait du bien de se retrouver avec des journalistes qui suivent les affaires européennes, parce que deux mois et demi avec des gens qui n'y comprennent rien, c'est long »**... Des propos que les uns et les autres apprécieront, bien sûr. Pourtant, a-t-elle vraiment eu à se plaindre des médias français qui ont souvent repris les éléments de langage du président Macron pour évoquer les questions européennes, au demeurant souvent indexées sur la problématique nationale ? Au regard de ses maladresses à répétition, nombre de ses électeurs doivent tout de même se poser quelques questions sur la qualité de la tête de liste censée incarner la nouveauté et la modernité en Europe, si l'on en croit sa profession de foi et ses déclarations d'avant le 26 mai...



En fait, cela est aussi révélateur de la piètre qualité de la classe politique en France et de certains dirigeants du pays, souvent mauvais connaisseurs des réalités complexes de notre pays et de ses populations, et cela malgré leurs diplômes et leurs états de service parfois impressionnants dans le monde économique : le « pays légal », selon l'expression popularisée par Maurras, n'est pas vraiment à la hauteur des espérances mais aussi des nécessités, au risque de fragiliser l'ensemble français déjà ébranlé par les problématiques nouvelles du monde contemporain. Le plus agaçant est que certains députés européens de cette liste Loiseau ont des qualités certaines, que même leurs idées ne déparent pas trop et qui peuvent être utiles à la cause française sans nuire à l'Union européenne elle-même. Mais le système parlementaire européen, à la fois parce qu'il se veut « démocratie représentative » sans place aucune pour la « démocratie directe » (ou référendaire) et qu'il obéit à des logiques qui négligent trop souvent les réalités mêmes des pays européens, ne leur permet et ne leur permettra pas de donner le meilleur d'eux-mêmes, ce qu'il n'est pas interdit de regretter.

Les électeurs et les abstentionnistes du dimanche 26 mai ne doivent pas se détourner de la politique ni des débats nationaux et européens : car la politique, si elle n'est qu'un moyen, est « le » meilleur moyen, s'il n'est évidemment pas le seul, de peser sur le destin du pays et le sort des populations, et c'est sans doute pour cela que les multinationales (qui préfèrent la gouvernance aux gouvernements, symboles politiques encore actifs) comme nombre de membres des institutions européennes aimeraient bien que les Français désertent le champ politique comme le gouvernement français, lui, souhaiterait évidemment que les Gilets jaunes « rentrent dans le rang » pour reprendre le cours de réformes retardées, nous dit-on, par la contestation fluo et ses manifestations, voire ses violences. « Politique d'abord », disait le jeune comme le vieux Maurras, et en cela, il n'avait pas tort si l'on précise qu'il ne s'agit de mythifier ni « le », ni « la » politique, et qu'il faut éviter toute divinisation ou absolutisation politique, porte ouverte à des totalitarismes abrupts dont le XXe siècle ne fut pas avare, malheureusement...



Mais se pose alors la question, l'immense question du « **Que faire** ? », à laquelle il n'est pas facile de répondre simplement : les royalistes politiques n'hésitent pas à évoquer la question institutionnelle et insistent sur

**la nécessité d'un Etat qui ne doive rien, dans sa nature et dans son statut, aux jeux électoraux**

, ce qui n'empêche évidemment pas que ces derniers puissent se faire aux autres échelons de l'Etat, du gouvernement et des cadres nationaux et provinciaux (entre autres). Mais faut-il attendre la Monarchie pour intervenir et agir ? Cela serait la négation même de la raison d'être des royalistes qui est, au moins, d'assurer une sorte de régence politique partout où ils peuvent le faire, en travaillant, dans le même temps, à crédibiliser le « recours au prince », non pour détruire un ancien régime mais pour en fonder un nouveau, par-delà les partis et sans effacer ce qui a été, mais juste ce qui ne doit plus être, politiquement et socialement...

